

Commentaires de la société Afone SA dans le cadre de la consultation publique initiée par l'ARCEP sur le projet de recommandation relative au marché de gros de l'interconnexion SVA et le projet de modification de la décision n°05-1085 modifiée, en ce qui concerne la tarification du marché de détail

Dans le prolongement de ses précédents travaux¹ et en dernier lieu de la consultation relative au projet de décision relative à la réorganisation des tranches de numéros commençant par 08 et des numéros courts, menée en avril-mai 2012 (ci-après ensemble les « **Précédentes Consultations** »), l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après l'« **ARCEP** » ou « **l'Autorité** ») a initié la présente consultation publique.

Cette consultation s'inscrit dans le contexte de la renégociation en cours des conventions d'interconnexion entre opérateurs de départ et d'arrivée en vue de l'entrée en vigueur de la réforme de la tarification de détail des services à valeur ajoutée (ci-après les « **SVA** »).

La société Afone (ci-après « **Afone** ») constitue, compte tenu de son activité, un opérateur concerné au premier plan par les mesures que l'Autorité envisage d'adopter.

En effet, d'une part, son activité consiste notamment à mettre à la disposition d'éditeurs de services des numéros SVA dont elle est attributaire.

D'autre part, Afone fournit elle-même des services à valeur ajoutée au travers de l'utilisation de numéros SVA.

Enfin, Afone constitue également un opérateur départ au travers de sa qualité de Fournisseur d'accès à internet, de MVNO et d'utilisateur de l'offre de vente en gros de l'abonnement téléphonique d'Orange.

C'est dans ce contexte qu'Afone souhaite porter à l'attention de l'Autorité les commentaires qu'appellent, le cas échéant, de sa part les différentes questions soumises à consultation.

Dans un souci de lisibilité, Afone détaillera ci-après, recommandation par recommandation, ses commentaires (**point I**). En outre, Afone présentera ses commentaires sur le projet de modification de la décision n° 05-1085 modifiée en ce qui concerne la tarification du marché de détail (**point II**).

¹ Notamment ses consultations relatives au projet de décision relatif aux numéros du plan national de numérotation commençant par 080 et 081, au projet d'extension de tranches de numéros pour des services vocaux à valeur ajoutée et à l'amélioration des offres faites aux consommateurs de services de communications électroniques et postales.

I. Projet de recommandation relative au marché de gros de l'interconnexion SVA

Recommandation n° 1.

Pour les numéros à tarification gratuite pour l'appelant, le niveau tarifaire de la prestation de départ d'appel SVA facturée par l'opérateur de départ fixe ou mobile à l'opérateur d'arrivée doit être raisonnable en application de l'article L. 34-8-2 du CPCE.

Dans ce cadre, il est recommandé que le tarif de départ d'appel SVA n'excède pas le double de la valeur des coûts complets de départ d'appel d'un opérateur générique efficace (fixe ou mobile selon l'origine de l'appel).

Afone partage le principe d'une facturation par l'opérateur de départ à l'opérateur d'arrivée de la prestation de départ d'appel SVA à un niveau tarifaire raisonnable, dès lors que le coût de la communication gratuite n'est pas recouvré auprès de l'appelant sur le marché de détail.

Pour autant, Afone considère qu'un tarif de départ d'appel correspondant au double de la valeur des coûts complets de départ d'appel d'un opérateur générique efficace (soit une marge de 100% pour l'opérateur départ) ne constituerait pas un niveau tarifaire raisonnable mais laisserait une marge excessive à l'opérateur de départ.

A cet égard, l'Autorité a précisé, dans sa décision n°2010-1351², qu'un niveau de marge de 50% pouvait être considéré comme raisonnable. Afone estime qu'un tel niveau de marge devrait être le niveau **maximal** pouvant être appliqué par les opérateurs de départ afin de respecter leur obligation de pratiquer des tarifs de départ d'appel SVA raisonnables (un niveau de marge de 50% apparaissant déjà considérable, Monsieur le Président de l'Autorité ayant d'ailleurs indiqué lors du Digiworld Summit que les marges des opérateurs « [...] restent très confortables, 30% de marge brute, quel secteur pourrait s'en prévaloir ? »).

Par ailleurs, Afone souhaite insister sur les enjeux spécifiques de la réforme SVA pour les opérateurs MVNO de type ESP.

[cf. annexe confidentielle point 1].

Recommandation n°2.

Pour les numéros à tarification banalisée, il est recommandé que la définition des caractéristiques et les conditions commerciales des offres d'interconnexion de ces numéros soient harmonisées, autant que possible, au terme d'une négociation sectorielle entre opérateurs de départ et opérateurs d'arrivée.

Afone est favorable à cette démarche dès lors qu'elle conduirait à ce que les tarifs des opérateurs départ et, partant, la marge réalisée par leurs soins soient raisonnables (cf. *supra*).

² Décision du 14 décembre 2010 se prononçant sur une demande de règlement de différend opposant les sociétés France Télécom et SFR.

Afone souligne cependant que le recours à une négociation sectorielle ne doit pas conduire à enfreindre le droit de la concurrence à l'occasion des échanges susceptibles d'intervenir entre opérateurs de départ et, partant, avoir un effet d'inflation sur les prix – historiquement élevés – de leurs prestations.

Afone rappelle que la valeur créée par un SVA réside essentiellement dans le service fourni à l'appelant et non dans la communication, même si celle-ci est soumise à une tarification banalisée.

Recommandation n°3.

Pour les numéros à tarification majorée, il est recommandé qu'aucune prestation de départ d'appel SVA ne soit facturée sur le marché de gros par l'opérateur de départ à l'opérateur d'arrivée.

Afone est favorable à cette recommandation.

Recommandation n°4.

Pour les numéros à tarification majorée, en ce qui concerne les offres existantes de reversement, par l'opérateur de départ à l'opérateur d'arrivée, d'une partie des sommes facturées à l'appelant, il est recommandé que :

- l'opérateur de départ n'impose une modification de ces offres que pour des motifs objectifs, tels que, notamment, l'évolution des coûts, l'apport de nouvelles fonctionnalités ou l'évolution de la réglementation ;
- l'augmentation éventuelle du tarif de ces offres, introduite en contrepartie de fonctionnalités nouvelles, soit proportionnée au bénéfice retiré par l'opérateur d'arrivée et par l'éditeur ;
- soit mis en œuvre un lissage dans le temps des augmentations éventuelles susceptibles de perturber significativement l'équilibre économique des opérateurs d'arrivée et des éditeurs ;
- le délai de préavis des modifications de ces offres tienne compte des délais de révision des contrats entre opérateurs d'arrivée et éditeurs.

Afone partage les termes de la recommandation. A défaut, Afone rejoint l'analyse de l'Autorité selon laquelle des évolutions brutales et/ou injustifiées des conditions tarifaires des offres de reversement pourraient grandement déstabiliser les opérateurs d'arrivée et *in fine* les éditeurs de services à valeur ajoutée. Il est à cet égard fondamental que le délai de préavis préalable à la modification des offres soit suffisant pour permettre la modification des contrats conclus entre opérateurs d'arrivée et éditeurs.

S'agissant plus particulièrement de la nécessaire objectivité des motifs permettant une modification des offres existantes de reversement, laquelle impose aux opérateurs de départ une obligation de transparence s'agissant des montants des taux de peines et soins pratiqués, Afone a déjà souligné à plusieurs reprises, dans le cadre de ses contributions aux Précédentes Consultations, le caractère indispensable de cette transparence afin de pouvoir véritablement négocier le taux de peines et soins appliqué par les opérateurs de collecte.

Enfin, Afone entend appeler l'attention de l'Autorité sur les difficultés susceptibles d'être rencontrées par les opérateurs MVNO ESP dans le cadre de la chaîne de reversement des sommes facturées à l'appelant.

[Cf. annexe confidentielle point 2]

Recommandation n°5.

Pour les numéros à tarification majorée, en ce qui concerne les nouvelles offres de reversement, par l'opérateur de départ à l'opérateur d'arrivée, d'une partie des sommes facturées à l'appelant, il est recommandé que la définition des caractéristiques et les conditions commerciales soient harmonisées, autant que possible, au terme d'une négociation sectorielle entre opérateurs de départ et opérateurs d'arrivée.

Afone souhaite que la définition des caractéristiques et des conditions commerciales des offres de reversement de ces numéros, quel que soit le cadre dans lequel elle prendra place et qui devra, en toute hypothèse, respecter le droit de la concurrence, aboutisse *in fine* à des niveaux tarifaires raisonnables.

Afone renvoie, sur ce point, à ses commentaires *supra* sur le projet de recommandation n°1, pleinement transposables aux numéros à tarification majorée.

Recommandation n°6.

Pour les numéros à tarification gratuite et majorée, en ce qui concerne les modifications des prestations proposées sur le marché de gros de SVA liées à l'entrée en vigueur de la réforme SVA, au plus tard le 1er janvier 2015, il est recommandé que les opérateurs de départ communiquent au plus tard le 31 mars 2014 aux opérateurs d'arrivée les nouvelles conditions commerciales de ces prestations sur lesquelles les parties se sont accordées à l'issue de leurs négociation.

Afone partage la position exprimée dans cette recommandation, une visibilité très en amont étant fondamentale pour les opérateurs d'arrivée et les éditeurs de service.

II. Projet de modification de la décision n° 05-1085 modifiée, en ce qui concerne la tarification du marché de détail

Question n°3.

Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant la modification proposée sur la tarification de la composante « S » des appels à tarification majorée pour tenir compte des spécificités fiscales de l'outre-mer.

Afone n'a pas de commentaires sur cette question.

Question n°4.

Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant la modification sur l'interdiction de la pratique d'appel à rebond.

Afone est favorable à la proposition de l'ARCEP sur ce point.

Question n°5.

Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant la prorogation d'un an de la dérogation permettant de facturer gratuitement les 0809.

Afone n'a pas de commentaires sur cette question.